

**NIGÉRIA**  
**De nouvelles violations des droits humains ont été commises dans le delta du Niger riche en pétrole**

Index AI : AFR 44/025/2005  
ÉFAI

**Embargo : Jeudi 3 novembre 2005**  
**(00 h 01 TU)**

**COMMUNIQUÉ DE PRESSE**

*« C'est comme le paradis et l'enfer. Ils ont tout. Nous n'avons rien... Si nous manifestons, ils nous envoient l'armée. »*

Eghare W.O. Ojhogar, chef de la communauté d'Ugborodo

*« J'ai été obligé de m'agenouiller sur la plage avec quelques chefs qui avaient les mains attachées dans le dos. Ensuite, les soldats ont commencé à leur donner des coups de fouet et nous ont forcés à manger du sable. »*

Cadbury George Omieh, Igno XXI, Amanyanabo (roi) d'Odioma

Dix ans après l'exécution de l'écrivain et militant Ken Saro-Wiwa et de huit de ses compagnons, de nouveaux éléments montrent que les habitants de la région pétrolifère du delta du Niger continuent d'être tués et réduits à la désolation aux mains des forces de sécurité.

Le rapport d'Amnesty International rendu public ce jeudi 3 novembre 2005 sous le titre [Nigeria: Ten years on: injustice and violence haunt the oil Delta](#) (index AI : AFR 44/022/2005) montre comment les communautés minées par la pauvreté qui manifestent contre les interventions des sociétés implantées dans la région ou gênent la production de pétrole sont exposées à des châtements collectifs.

*« Le fait que les responsables d'homicides, de violences et de viol échappent toujours à la justice constitue une insulte à la mémoire de Ken Saro-Wiwa et de ses compagnons de lutte, a déclaré Kolawole Olaniyan, directeur du programme Afrique d'Amnesty International. Leur lutte pour la défense des droits économiques et sociaux est plus que jamais de mise avec 70 p. cent de la population du delta du Niger vivant toujours dans la plus grande pauvreté malgré la flambée des revenus pétroliers. »*

Résultat d'une mission récente d'Amnesty International dans le delta du Niger, le rapport porte une attention particulière aux violations des droits humains commises cette année à Escravos et Odioma.

Le 4 février 2005, des membres de la force d'intervention interarmes du Nigéria ont tiré sur des manifestants au terminal pétrolier de la société Chevron Nigeria à Escravos, depuis le village voisin de Ugborodo. Un homme a été touché et il est mort de ses blessures et 30 manifestants ont été blessés, dont certains grièvement, après avoir été frappés à coups de crosse de fusil ou au moyen d'autres armes. Plusieurs heures se sont écoulées avant que les manifestants blessés puissent être hospitalisés, au terme d'un long voyage en bateau. Les forces de sécurité et Chevron Nigeria n'ont rien fait pour que les blessés reçoivent les soins nécessaires ni aidé à leur transport. Aucune enquête approfondie et indépendante permettant d'établir les faits n'a été menée.

Le 19 février 2005, au moins 17 personnes ont été tuées et deux femmes auraient été violées quand des membres de la force d'intervention interarmes ont attaqué la communauté ijaw d'Odioma. Le but de l'assaut était officiellement d'arrêter les membres d'une milice privée mais les suspects n'ont pas été capturés ; environ 80 p. cent des habitations ont été détruites. Le mois précédent, Shell Nigeria avait renoncé à ses projets d'exploitation pétrolière dans cette zone, semble-t-il parce que des jeunes d'Odioma avaient exigé l'arrêt de l'exploitation et qu'il était devenu clair pour la compagnie pétrolière que la question de la propriété des terres faisait l'objet d'un litige. Aucune enquête sur ce raid n'a pas été rendue publique, personne n'a été inculpé et Odioma est maintenant presque entièrement désertée.

Amnesty International demande au gouvernement fédéral nigérian d'ouvrir immédiatement une enquête approfondie et indépendante sur les allégations selon lesquelles les forces de sécurité auraient tué, blessé et violé des civils ou détruit leurs biens. Les résultats de ces investigations devraient être rendus publics et les personnes soupçonnées d'être responsables de violations des droits humains, traduites en justice.

L'organisation demande aussi à Chevron de mener une enquête indépendante et impartiale sur le rôle de la compagnie pendant les événements du 4 février au terminal d'Escravos, et à Shell d'enquêter sur les allégations d'entente entre un sous-traitant de Shell Nigeria et un groupe de malfaiteurs pour assurer la sécurité à Odioma. ●

**Pour plus de précisions, vous pouvez consulter sur le site de l'organisation le rapport [Nigeria: Ten years on: injustice and violence haunt the oil Delta](#) (index AI : AFR 44/022/2005) ainsi que son résumé [Nigéria. Le combat pour les droits humains et les ressources naturelles. Injustice, pétrole et violence au Nigéria](#) (index AI : AFR 44/020/2005).**

**Pour obtenir de plus amples informations, veuillez contacter le Service de presse d'Amnesty International à Londres, au +44 20 7413 5566, ou consulter le site <http://www.amnestv.org>**